

## La Résistance bretonne vue par les forces spéciales alliées (juin-août 1944)

Dans un article paru en 1996, R. Frank insiste sur le fait que «l'étude du phénomène résistant en France en 1944 ne serait pas complète sans l'analyse du regard des Alliés sur les maquis et la lutte armée»<sup>1</sup>. De fait, la situation de la Bretagne démontre la pertinence d'une telle approche. Les nombreuses particularités de la région le justifient pleinement.

La première de ces particularités tient à son caractère éminemment stratégique, notamment dans le cadre de l'opération *Overlord*. Outre sa proximité des plages du débarquement, la Bretagne offre des infrastructures portuaires qui, face à l'Angleterre, seraient de la plus grande utilité aux Alliés<sup>2</sup>. Aussi la région est-elle l'objet de toutes les attentions des planificateurs en charge de l'ouverture d'un second front à l'Ouest, face au *Reich* allemand. Si, jusqu'au mois de juillet 1944, la possibilité d'un débarquement dans la baie de Quiberon ou à proximité de Saint-Malo semble avoir été envisagée pour contrer les éventuels mouvements des forces allemandes de la péninsule vers la Normandie<sup>3</sup>, la manœuvre ini-

<sup>1</sup> L'auteur poursuit en précisant que «c'est le regard du libérateur qui contribue le mieux à donner au résistant consistance ou inconsistance, à juger de son utilité ou non dans le conflit, à le consacrer comme authentique combattant dans une guerre mondiale ou simple acteur pathétique dans une pièce française à usage interne pour une pauvre opinion en quête d'une identité perdue depuis l'an Quarante» ; FRANK, Robert, «Les missions interalliées et les enjeux de la lutte armée en France», dans MARCOT, François dir., *La Résistance et les Français. Lutte armée et maquis, Actes du colloque de Besançon*, Besançon, Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté, 1996, p. 354.

<sup>2</sup> Sur ce point, se reporter à la pratique synthèse de BOUGEARD, Christian, «L'intérêt stratégique de la Bretagne durant la Deuxième Guerre mondiale», *Historiens et géographes*, n° 318, mars-avril 1988, p. 47-54. L'ouvrage de HUGUEN, Roger, *La Bretagne dans la bataille de l'Atlantique*, Spézet, Coop-Breizh, 2003, 669 p. apporte de nouvelles précisions en ce domaine.

<sup>3</sup> Cette opération, dénommée *Chastity*, n'eut plus lieu d'être du fait de la rapidité de la progression des forces blindées américaines en Bretagne après la percée d'Avranches, début août 1944. Rappelons que l'on estimait à 150 000 le nombre des soldats allemands en Bretagne début juin 1944, dont 100 000 combattants préparés aux manœuvres d'infanterie et .../...

tiale des Alliés en ce qui concerne la région vise essentiellement à ralentir ces mouvements par l'insertion de forces spéciales. Celles-ci se voient confier, pour les unes, des missions de sabotages contre les voies de communications allemandes, pour les autres, l'encadrement de la Résistance, force d'appoint dans la guérilla que l'on entend alors développer.

Sans doute est-ce là la seconde particularité essentielle de la région. En effet, dès les premières heures du jour J, une trentaine de parachutistes français du 4<sup>e</sup> Bataillon SAS sont largués dans les Côtes-du-Nord, à proximité de la forêt de Duault, et dans le Morbihan, non loin de Saint-Marcel<sup>4</sup>. Ils sont bientôt rejoints par d'importants renforts, SAS, *Jedburgh*, et même, début août, par un *Operational Group* américain et une mission interalliée, ALOËS<sup>5</sup>. Ainsi la Bretagne est-elle l'une des rares régions qui accueille, en quelques semaines, entre juin et août 1944, tout le panel des groupes de forces spéciales alliées, près de 600 parachutistes au total<sup>6</sup>.

Au contraire des résistants, dont la clandestinité est peu propice à la production de documents, les parachutistes alliés ont laissé trois grands

*suite note* <sup>3</sup>

donc aptes à s'opposer à la progression des troupes alliées. Outre les troupes de la *Kriegsmarine*, stationnées tout particulièrement dans les ports de Brest, Lorient et Saint-Nazaire et dans une bonne partie des batteries côtières qui défendent les approches maritimes entre l'embouchure du Couesnon et celle de la Loire, trois corps d'armée assurent la défense terrestre : le XXV<sup>e</sup> (PC à Pontivy ; 343<sup>e</sup>, 265<sup>e</sup>, 275<sup>e</sup> et 353<sup>e</sup> divisions d'infanterie) défendant la côte de Plouescat à Pornic, le LXXIV<sup>e</sup> (PC à Guingamp ; 77<sup>e</sup> et 266<sup>e</sup> divisions d'infanterie) en charge du secteur s'étendant d'Avranches à Plouescat, enfin le II<sup>e</sup> Corps parachutiste (PC à Quintin ; 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> divisions parachutistes dans le centre du Finistère et autour de Rennes). Cette dernière unité dépend cependant, pour sa part, de la *Luftwaffe*, l'armée de l'air allemande, qui a par ailleurs largement déserté ses bases aériennes bretonnes.

<sup>4</sup> D'ailleurs, l'un des membres de ces équipes des forces spéciales alliées, le caporal Emile Bouëtard, originaire de Pleudihen, dans les Côtes-du-Nord, tué au combat dans les quelques instants qui suivirent son arrivée au sol, passe pour être le premier mort du Débarquement.

<sup>5</sup> Les *Jedburgh teams*, en fait une centaine d'équipes de trois hommes constituées et entraînées par les services secrets anglais et américains depuis la fin de l'automne 1943, ont été spécifiquement formées pour assurer la liaison entre état-major allié et Résistance intérieure. Elles sont en cela très proches des missions interalliées, dépendant comme elles d'une structure de commandement spécifique, le *SFHQ* (*Special Forces Headquarters*) ; leur seule différence notable tient aux effectifs souvent plus nombreux des missions interalliées, une vingtaine en ce qui concerne la mission ALOËS par exemple. Rattachés aussi au *SFHQ*, mais destinés à la seule action dans la profondeur stratégique de l'ennemi, les *Operational Groups* (*OG*) constituent la main armée de la *SO Branch* de l'OSS, l'ancêtre de la *CIA*. Enfin, les hommes de la *Special Air Service* (*SAS*) *Brigade*, dépendant pour sa part du corps aéroporté allié, se voient assigner des missions de niveau stratégique qui caractérisent les forces spéciales. Ils doivent notamment, dans le cadre de l'opération *Overlord*, retarder l'arrivée en Normandie des renforts allemands venant de l'Ouest et du Sud-Ouest de la France.

<sup>6</sup> 600 parachutistes, cela représente, pour les 4 départements bretons concernés – soit 5 % des départements français –, environ 25 % des 2 200 à 2 500 membres des forces spéciales largués en France entre juin et novembre 1944. La Bretagne constitue de ce simple fait une zone particulièrement intéressante à étudier.

types de sources offrant une vision précieuse de la situation bretonne, précieuse parce que contemporaine des faits et parce que décalée, car extérieure : il s'agit principalement des ordres d'opération rédigés pour ces hommes avant leur départ d'Angleterre, ensuite, lorsqu'ils ont été conservés, des messages radios envoyés à leur base une fois arrivés en Bretagne, enfin des nombreux rapports rédigés au retour en Grande-Bretagne<sup>7</sup>. Ces différents documents permettent, entre autres, de se faire une idée assez précise de l'image que donne d'elle-même la Résistance bretonne au cours de l'été 1944 et du regard que purent porter sur elle des parachutistes français, britanniques ou américains qui, pour certains, combattirent à ses côtés pendant plus de deux mois dans les maquis du Morbihan, des Côtes-du-Nord, du Finistère et, dans une moindre mesure, d'Ille-et-Vilaine.

### Le résistant breton, du civil inconnu au combattant reconnu

Un «soldat inconnu», ou pour le moins méconnu : ainsi pourrait-on présenter, du point de vue des forces spéciales alliées, le résistant breton à la veille du Débarquement. Inconnu, ou plus exactement méconnu, il l'est indéniablement. Mais cette méconnaissance, prend une dimension particulière dans la mesure où elle a pour principale conséquence de dénier dans un premier temps à ce résistant, du point de vue des forces spéciales alliées, le statut de «combattant». Il ne faut pourtant que quelques jours, voire quelques heures, aux combattants de l'ombre pour, entre le 6 et le 10 juin 1944, prendre une nouvelle dimension aux yeux des parachutistes alliés.

#### *Une Résistance largement méconnue*

Les ordres d'opération destinés aux différentes unités des forces spéciales désignées pour agir en Bretagne restent particulièrement flous sur la Résistance bretonne et, plus encore, sur ses capacités opérationnelles.

L'ordre de mission n° 9 de la SAS *Brigade*, destiné au 4<sup>e</sup> Bataillon SAS de la France libre, n'évoque cette question, le 21 mai 1944, qu'en quelques

<sup>7</sup> N'ont été retenues ici que les sources produites entre mi-mai et fin août 1944. Les nombreux témoignages rédigés et publiés depuis ont été repoussés, qu'il s'agisse de ceux des anciens résistants qui côtoyèrent les hommes des forces spéciales – citons, entre autres, les ouvrages de CHAMMING'S, Marie-Claire, *J'ai choisi la tempête*, Paris, France-Empire, 1985, 318 p., de PICHOURON, Louis, *FTP. Mémoires d'un partisan breton*, Saint-Brieuc, Presses universitaires de Bretagne, s. d., 312 p. ou encore de LE HYARIC, Roger, *Les patriotes de Bretagne*, Paris, Editions sociales, 1965, 265 p. – ou d'anciens parachutistes – ainsi PAULIN, Jean, *La rage au cœur*, Verviers, Gérard et Cie, 1958, 155 p., SAVOURNIN, Henri, *Parachutiste de la France Combattante*, Paris, Ed. Barre-Sayez, 1985, 248 p., DEPLANTE, Henri, *La liberté tombée du ciel (1939-1945)*, Paris, Ramsay, 1977, 254 p. ou, de manière plus générale, CORTA, Henri, *Qui ose gagne*, Paris, Amicales des anciens parachutistes de la France Libre, 1952, 356 p.

lignes alors que plusieurs pages particulièrement détaillées décrivent – avec une relative justesse – le dispositif allemand : il faut attendre la toute fin de l'*Annexe 2* à cet ordre pour trouver une référence à la Résistance, vague et plutôt courte : 16 fois moins que les développements sur les troupes d'occupation. Ainsi, si le rédacteur précise que «la Bretagne a une réputation de résistance à l'ennemi aussi élevée que les autres régions françaises», les quelques chiffres avancés semblent, *a posteriori*, en partie fantaisistes<sup>8</sup>. La chose pourrait paraître anecdotique ; elle ne l'est pas. Elle me semble en effet révéler la difficulté – voire l'incapacité – des forces armées à concevoir cette réalité par trop mouvante qu'est la Résistance : les militaires alliés en savent finalement beaucoup plus fin mai 1944 sur l'ennemi allemand, grâce aux renseignements transmis par la Résistance, que sur cette même Résistance aux côtés de laquelle il va pourtant falloir combattre.

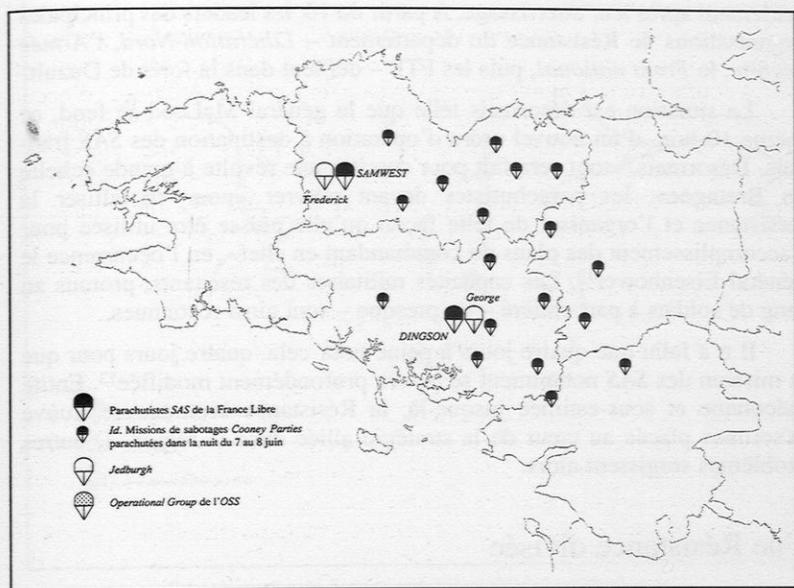
Et l'état-major SAS n'est pas le seul dans cette situation. Bien que dépendant du SOE, de l'OSS et du BCRA, les services de renseignement et d'action britannique, américain et français libre, sensés être les mieux à même de connaître la situation en France occupée, les *Jedburgh* qui doivent rejoindre les parachutistes français sur leurs bases le 30 mai pour les éclairer sur ce monde clandestin ne sont pourtant apparemment guère plus informés. Ainsi, sur les 64 pages que comporte le rapport de mission de l'équipe GEORGE qui doit être parachutée dans le Morbihan, seules quelques lignes là encore évoquent un «esprit de Résistance [...] très bon», concluant à l'impossibilité «de faire la moindre estimation du nombre de groupes de résistants organisés»<sup>9</sup>.

Mal connue, la Résistance n'a donc, initialement, qu'un intérêt très limité pour les planificateurs. Si d'emblée, les *Jedburgh* ont pour mission première de faciliter les contacts entre résistants et forces spéciales, il faut attendre l'ordre d'opération n° 16 de la SAS *Brigade*, en date du 2 juin 1944, c'est-à-dire 48 h avant la date initialement prévue pour le débarquement, pour que la possibilité d'actions communes des parachutistes avec la Résistance soit véritablement envisagée. Le général MacLeod, commandant de l'unité, informe alors ses hommes que le SHAEF, autrement dit l'état-major allié, a décidé «de faire désormais le plus large usage des groupes de résistants en Bretagne»<sup>10</sup>. Des résistants que, pour autant, l'on ne connaît guère mieux.

<sup>8</sup> Service historique de l'armée de Terre (désormais SHAT), 12 P 89-2. Cette partie du document évoque notamment «un groupe organisé de 4 000 hommes, dont un quart est armé, et des maquis totalisant quelques milliers d'hommes également», dont on a du mal à comprendre à quelle réalité elle peut renvoyer mi-mai 1944.

<sup>9</sup> Arch. nat., 72 AJ 83, rapport de GEORGE.

<sup>10</sup> SHAT, 12 P 89-2. L'ordre précise que les SAS ont «toute liberté, tenant compte des circonstances du moment, pour déterminer l'étendue de [leur] action commune avec les groupes locaux de la Résistance», sans oublier cependant qu'ils ne doivent en aucun cas «usurper le commandement des chefs locaux».



Parachutages de forces spéciales alliées en Bretagne.  
Période du 6 au 18 juin 1944

### La «révélation» des premiers jours de juin

Dans ces conditions, les heures et les jours qui suivent les parachutages sont souvent ceux d'une révélation. La Résistance bretonne existe : les officiers SAS l'ont rencontrée. Les messages les plus enthousiastes sont sans doute ceux du lieutenant Marianne, parachuté à proximité de Saint-Marcel dans la nuit du 5 au 6 juin. «Suis enthousiasmé par organisation et ses immenses possibilités» transmet-il le 8 juin lors de son premier message radio avec la *Home Station*<sup>11</sup>. Le 9 juin, un second message confirme le «gros succès» : «3 500 hommes en formations régulières vous attendent» écrit-il au commandant Bourgoïn, chef du 4<sup>e</sup> Bataillon SAS encore en Grande-Bretagne. Installés à proximité du PC du colonel Morice, chef des FFI du Morbihan, la trentaine de parachutistes œuvrent déjà en coordination avec les résistants afin de préparer le parachutage de renforts.

L'enthousiasme, plus contenu cependant, est le même dans les Côtes-du-Nord où, comme dans le Morbihan, les SAS nouent les premiers contacts avec la Résistance locale dès le 6 juin au matin, quelques heures

<sup>11</sup> Message cité par CORTA, Henri et alii, *Qui ose gagne. Les parachutistes du 2<sup>e</sup> RCP (4<sup>e</sup> SAS). France-Belgique (1943-1945)*, Paris, SHAT, 1997, p. 94.

seulement après leur atterrissage. À partir du 10, les leaders des principales organisations de Résistance du département – *Libération-Nord*, l'*Armée secrète*, le *Front national*, puis les FTP – défilent dans la forêt de Duault.

La situation est désormais telle que le général McLeod se fend, ce même 10 juin, d'un nouvel ordre d'opération à destination des SAS français. Désormais, «tout sera fait pour susciter une révolte à grande échelle en Bretagne», les parachutistes devant œuvrer «pour cristalliser la Résistance et l'organiser de telle façon qu'elle puisse être utilisée pour l'accomplissement des plans du commandant en chef», en l'occurrence le général Eisenhower<sup>12</sup>. Les capacités militaires des résistants, promus au rang de soldats à part entière – ou presque – sont ainsi reconnues.

Il n'a fallu que quatre jours à peine pour cela, quatre jours pour que la mission des SAS notamment se trouve profondément modifiée<sup>13</sup>. Entité méconnue et sous-estimée jusque-là, la Résistance bretonne se trouve désormais placée au cœur de la stratégie alliée dans la région. D'autres problèmes surgissent alors.

## Une Résistance divisée

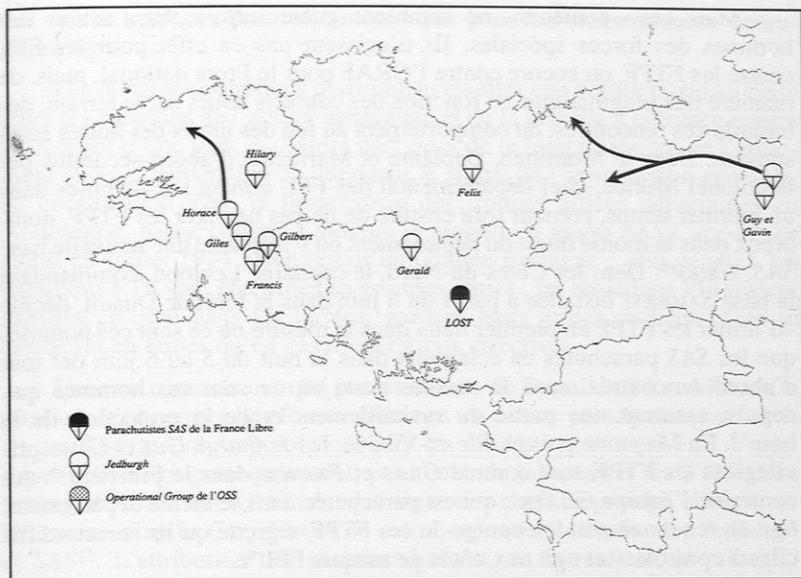
Les divisions internes à la Résistance constituent, du point de vue des forces spéciales alliées, le premier – et le principal – obstacle à son efficacité. Sans doute est-ce dans les Côtes-du-Nord qu'elles apparaissent le plus nettement aux parachutistes, le plus rapidement en tout cas. Là, dès le 10 juin, «des ressentiments politiques» entre membres de *Libération-Nord* et FTPF conduisent les officiers SAS à prendre conscience d'une dimension qui leur avait jusque-là totalement échappé. FFI ou FTPF ? FFI et FTPF ? Tels sont, pour simplifier, les choix auxquels ils doivent désormais faire face.

### *L'absence apparente d'a priori politique des parachutistes*

Leur méconnaissance presque totale des réalités de terrain a pour principal effet d'affranchir les officiers alliés de tout *a priori* politique

<sup>12</sup> SHAT, 12 P 89-2, ordre d'opération n° 21 de la SAS *Brigade*, 10 juin 1944.

<sup>13</sup> Cette modification engendre toute une série de problèmes très concrets, notamment dans la répartition des tâches sur le terrain. Si cela se traduit par le départ du Morbihan vers la Loire-Inférieure pour l'équipe *George*, afin de ne pas agir de manière redondante avec des SAS très présents après le 18 juin, dans les Côtes-du-Nord, SAS et *Jedburgh* se révèlent plus concurrents que partenaires dans l'Est du département. Sur ce point, GOURRIER, François et LAGADEC, Yann, «Le rôle des transmissions dans la redéfinition des missions des forces spéciales : l'exemple de la libération de la Bretagne (juin-août 1944)», *Renseignement et opérations spéciales*, n° 10, mars 2002, p. 27-54.



Parachutages de forces spéciales alliées en Bretagne.  
Période du 19 juin au 31 juillet 1944

concernant la Résistance intérieure bretonne<sup>14</sup>. Très vite pourtant, SAS et *Jedburgh* apprennent à saisir toutes les nuances de la palette résistante, prenant soin de préciser, systématiquement, l'affiliation des groupes dont ils parlent. Ainsi, dans un rapport établi mi-juillet 1944 et dans lequel il dresse un tableau de la situation au 28 juin, le capitaine SAS Leblond, exfiltré vers la Grande-Bretagne, note systématiquement l'appartenance «politique» de chaque maquis – FFI, ORAF «rattaché FFI» ou FTPF –, précisant, lorsque cela est nécessaire, qu'il «ignore la couleur» de tel ou tel groupe<sup>15</sup>.

<sup>14</sup> Il est vrai que l'ensemble des tendances politiques semble avoir été représenté dans les unités SAS ou *Jedburgh*, autant que l'on puisse le percevoir au travers d'enquêtes orales menées entre 1985 et 1994. La très grande diversité d'origines des jeunes gens les composant, origines sociales mais aussi géographiques, l'explique largement.

<sup>15</sup> SHAT, 12 P 89-2, Rapport du capitaine Leblond, mi-juillet 1944. Les termes de «Résistance», «résistants» ou «patriotes» sont assez peu utilisés par les SAS et les *Jedburgh* dans leurs rapports. Face aux «*German*» et autres «*Boches*» – cette dernière expression étant utilisée tant dans les rapports en français que dans ceux en anglais –, ce sont des «*FFI*», des «*FTP*» ou de membres des «*maquis*» qui sont décrits.

Mais ces «couleurs» ne semblent guère influencer sur l'action des hommes des forces spéciales. Ils n'agissent pas en effet pour les FFI, contre les FTPF, ou encore contre l'ORAF pour le Front national, mais, de manière très pragmatique, en fonction des contacts noués sur le terrain, des hasards des rencontres, du comportement au feu des uns et des autres aussi souvent. Dans le Morbihan, Deplante et Marienne, d'abord accueillis par le colonel Morice, chef départemental des FFI, arment ses hommes dans un premier temps, prenant soin ensuite de ne pas négliger les FTPF, nombreux dans la moitié ouest du département où s'implante une nouvelle base SAS, GROG<sup>16</sup>. Dans les Côtes-du-Nord, le capitaine Leblond, commandant la base SAMWEST installée à partir du 6 juin dans la forêt de Duault, décide «d'armer les FTPF en premier lieu» dans la mesure où ce sont ces hommes que les SAS parachutés en éclaireurs dans la nuit du 5 au 6 juin ont tout d'abord rencontrés, dans la mesure aussi où ce sont ces hommes qui, depuis, assurent une partie du ravitaillement et de la protection de la base<sup>17</sup>. En Mayenne puis en Ille-et-Vilaine, les *Jedburgh GUY* et *GAVIN* privilégient les FTPF, tout comme *GILES* et *FRANCIS* dans le Finistère<sup>18</sup>. Au contraire, l'équipe *GILBERT*, qui est parachutée dans le même département, tout en reconnaissant le courage de ces FTPF, regrette qu'ils soient «difficiles à contrôler» et agit aux côtés de maquis FFI<sup>19</sup>.

Car, et sans doute est-ce là l'essentiel, ces divisions politiques, durables parfois, notamment dans les Côtes-du-Nord, ont des conséquences opérationnelles non négligeables.

### *Une préoccupation : les conséquences opérationnelles de ces divisions*

Finalement, si la politique semble bien «un élément de division entre les différentes forces de la Résistance» avec d'une part «Front national et FTP à tendance de gauche et communiste», d'autre part «Front de la Libération à tendance conservatrice»<sup>20</sup>, elle intéresse moins les membres

<sup>16</sup> SHAT, 12 P 89-2, rapport du capitaine Deplante sur la base GROG, août 1944. Constituée le 15 juin, cette base, plus informelle que celles de Duault et Saint-Marcel, plus mobile aussi et surtout, obtient un premier parachutage dans la nuit du 16 au 17. Les armes sont réparties entre le 5<sup>e</sup> bataillon FFI et le 1<sup>er</sup> bataillon FTP. Puis ce sont les 2<sup>e</sup> Bataillon FTP et 4<sup>e</sup> Bataillon FFI fin juin, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> FFI d'une part, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> FTP d'autre part mi-juillet, Deplante prenant soin de maintenir les liaisons avec chacune de ces unités.

<sup>17</sup> SHAT, 12 P 89-2, Rapport du capitaine Leblond, mi-juillet 1944

<sup>18</sup> Sur ce point, LAGADEC, Yann, «L'action des forces spéciales alliées en Ille-et-Vilaine : les équipes *Jedburgh GUY* et *GAVIN*», *BMSAHIV*, 2003, p. 329-340, et Arch. nat., 72 AJ 83, Rapports de *GILES* et *FRANCIS*.

<sup>19</sup> Arch. nat., 72 AJ 83, Rapports de *GILBERT*.

<sup>20</sup> SHAT, 12 P 89-2, Rapport du capitaine Leblond, mi-juillet 1944.

des forces spéciales pour elle-même que pour ses conséquences opérationnelles.

Les divisions politiques dissimulent en effet une césure tactique, celle entre les partisans de l'action immédiate et de la guérilla à outrance contre l'occupant d'une part, et d'autre part ceux de la temporisation, de l'armement et de la préparation en attendant le signal de l'insurrection générale, en coordination avec la progression des troupes alliées débarquées en Normandie. Ainsi, comme l'indique le rapport du *major* SAS Cary-Elwes établi mi-juillet 1944 à son retour en Grande-Bretagne : «En général, les bataillons FTP sont éparpillés en groupes armés ; les bataillons FFI restent habillés en civil dans les fermes, gardant leurs armes cachées et ne se déplaçant en armes qu'en cas d'opérations effectives»<sup>21</sup>.

Dans un contexte marqué par les échecs de Duault et Saint-Marcel, la mission des hommes des forces spéciales vise donc principalement à éviter une insurrection trop précoce, dont les résultats pourraient être dramatiques<sup>22</sup>. Il s'agit principalement, pour cela, de faire entrer les FTPF dans le rang, de substituer à l'autorité politique de «chefs de gauche, absents sur le terrain» d'après Cary-Elwes, le commandement militaire des *Jedburgh* et *SAS*<sup>23</sup>. L'attribution des parachutages est, en la matière, le principal atout des forces spéciales. «Au moyen d'une prise en main ferme et pleine de tact par celui qui ravitaille les bataillons en armes et en argent» poursuit le *major* SAS, «les controverses politiques peuvent être temporairement étouffées». Ainsi, dans le Morbihan, «à l'occasion, le lieutenant Deplante a menacé de ne pas armer des unités si elles n'agissaient pas avec les autres et cette menace a eu l'effet désiré»<sup>24</sup>. En retour, cela explique d'ailleurs la politique équilibrée menée par le même Deplante, ne négligeant ni les FFI, ni les FTPF<sup>25</sup>.

<sup>21</sup> Rapport du *major* SAS Cary-Elwes, mi-juillet 1944, cité par CORTA, Henri et alii, *Qui ose gagne...*, op. cit., p. 129.

<sup>22</sup> En cela, ils se conforment aux ordres émanant du général Koenig, nommé chef des Forces françaises de l'Intérieur par le général de Gaulle. La crainte d'un nouveau Vercors ou de nouvelles Glières, dont le souvenir est encore très prégnant en cet été 1944, l'explique très largement.

<sup>23</sup> Rapport du *major* SAS Cary-Elwes, mi-juillet 1944, cité par CORTA, Henri et alii, *Qui ose gagne...*, op. cit., p. 129.

<sup>24</sup> Rapport du *major* SAS Cary-Elwes, mi-juillet 1944, cité par CORTA, Henri et alii, *Qui ose gagne...*, op. cit., p. 130.

<sup>25</sup> Il ne semble pas qu'on trouve ici, même en juin, les «*scrupules*» évoqués par Patrick Veyret au sujet du BOA quant à l'armement de certains groupes de résistants du fait de leur étiquette politique (VEYRET, Patrick, «La participation du Bureau des Opérations aériennes à l'armement clandestin de la Résistance dans l'Ouest de la France (mars 1943-septembre 1944)», *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1997, n° 188, p. 51).

Si l'objectif ne semble pas encore totalement atteint dans les Côtes-du-Nord au moment où Cary-Elwes rédige son rapport mi-juillet 1944, les résultats sont plus probants dans le Morbihan selon lui. Quoi qu'il en soit, il est en mesure d'affirmer qu'à cette date «TOUTES les troupes de la Résistance dans les deux départements [...] sont tout à fait prêtes à accepter des ordres purement militaires des officiers parachutistes responsables de leur organisation», y compris les commandants des bataillons FTPF dont il estime que leurs chefs politiques ne sont plus «capables de les empêcher d'agir sous nos directives dans une quelconque prochaine opération en Bretagne». Plus soucieux d'efficacité militaire à court terme que des conséquences politiques de tout ceci, le *major* SAS n'en est pas moins parfaitement lucide sur la fragilité des résultats obtenus : «une fois que leur mission immédiate de tuer des Allemands sera accomplie avec succès» conclut-il, «le commandement de ces unités lors des opérations ultérieures d'un type plus classique sera une toute autre affaire».

Au total, les préceptes édictés mi-juillet par le capitaine SAS Leblond, exfiltré par voie maritime en même temps que Cary-Elwes, semblent avoir été, d'entrée, ceux globalement suivis par SAS et *Jedburgh* : «Ne jamais parler politique que pour la combattre. Au contact avec les partisans, s'efforcer de leur faire comprendre que ce sont principalement les divisions politiques qui empêchent l'union et par conséquent retardent la délivrance»<sup>26</sup>. En cela, ils ont pu composer avec les divisions politiques et transformer en une «armée» opérationnelle des résistants dont ils ne supposaient pas même le potentiel militaire quelques semaines plus tôt. Leur jugement sur ce potentiel militaire n'en reste pas moins, dans une large mesure, ambivalent.

### Une vision contrastée des résistants bretons : entre indiscipline et efficacité

«La sentinelle ouvrit le feu et tua 30 Boches dans leurs camions avant d'être tuée à son poste, comme un bon soldat»<sup>27</sup> : l'appréciation portée par les membres de l'équipe *Jedburgh* FREDERIK, parachutée dans les Côtes-du-Nord dans la nuit du 9 au 10 juin 1944, résume très largement la haute estime dans laquelle les forces spéciales alliées tiennent les résistants. «A *good soldier*» : telle est en effet, très largement, l'image du résistant breton mi-août 1944, alors que prennent fin les opérations conjointes entre les parachutistes et les hommes qu'ils ont encadrés et armés depuis début juin.

<sup>26</sup> SHAT, 12 P 89-2, Rapport du capitaine Leblond, mi-juillet 1944.

<sup>27</sup> Arch. dép. Côtes-d'Armor, 68 J 8, Rapport de l'équipe *Jedburgh* FREDERICK, août 1944.

Si l'estime est réelle, elle n'empêche pas pour autant la critique. Celle-ci est parfois sévère.

### *Les dangers de l'enthousiasme*

Les reproches adressés par les SAS et les *Jedburgh* aux résistants et, plus largement, à la population bretonne tiennent, pour la plupart, à leur manque d'expérience militaire, ce qui ne saurait pourtant véritablement surprendre en ce qui concerne des civils<sup>28</sup>.

Le manque de discipline, lié notamment à l'enthousiasme provoqué par la présence des parachutistes eux-mêmes, est presque systématiquement mis en avant dans les rapports de ces derniers. La chose est ainsi notée par les membres de *FREDERICK* qui décrivent une « foule énorme de curieux des deux sexes » qui les accueille, « la plupart d'entre eux fumant » – ce qui les rend repérables à plusieurs centaines de mètres –, sans tenir donc compte de la proximité des garnisons allemandes et de possibles patrouilles ennemies. « Eclats de voix, cigarettes et éclairs lumineux des lampes » caractérisent aussi l'important « comité de réception » – 200 hommes dont 100 armés – de l'équipe *Jedburgh* *GILBERT* mi-juillet dans le Finistère. Le capitaine SAS Leblond avoue quant à lui son impuissance à « empêcher l'accès de la base [de Duault] aux curieux », « les parachutistes ayant tendance à fraterniser avec tous sans aucune méfiance et sans discrimination », prêtant ainsi à ses subordonnés les mêmes travers que les résistants<sup>29</sup>.

Les conséquences de cet enthousiasme débordant sont parfois dramatiques. Si l'équipe *DANIEL* s'en sort bien, malgré son parachutage, début août dans les Côtes-du-Nord, sur un mauvais terrain, balisé à la vavite par une centaine de jeunes « résistants » de la dernière heure, désarmés, sans chef apparent, ayant entendu passer les avions et espérant recevoir des armes pour prendre part aux derniers combats, le *squadron leader* Smith, de la SAS *Brigade*, déplore que des FFI de Loudéac, dont le bataillon n'était, selon lui, « pas bien commandé ni organisé », « cherchèrent la bagarre qu'ils trouvèrent près de l'abbaye de Lanthénac. Ils

<sup>28</sup> La question est cependant importante et révèle des conceptions dépassant le simple cadre de la Résistance bretonne. Trois conceptions s'affrontent globalement : celle de la guerre des militaires soutenues par les citoyens, défendue par Londres, par l'ORA, et par certains mouvements ; celle de la guerre des citoyens-soldats se réclamant du mythe de l'insurrection nationale, mise en avant par les communistes principalement ; entre ces deux visions, celle de des résistants-citoyens, revendiquant leur place dans le cadre des plans alliés. Sur ce point, BERSTEIN, Serge, « Culture républicaine et lutte armée », dans MARCOT, François, dir., *La Résistance et les Français. Lutte armée et maquis, Actes du colloque de Besançon*, Besançon, Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté, 1996, p. 19-28.

<sup>29</sup> SHAT, 12 P 89-2, Rapport du capitaine Leblond, mi-juillet 1944.

reçurent une raclée et le commandant fut pris puis fusillé<sup>30</sup>. «En certains endroits», regrette de son côté le capitaine Leblond, «et particulièrement les FTP des Côtes-du-Nord, les groupes sont commandés par des chefs très jeunes et inexpérimentés ayant souvent peu d'autorité sur leur troupe, ce qui amène souvent des actions inutiles et même dangereuses»<sup>31</sup>.

Les chefs résistants eux-mêmes ne sont pas exempts de tout reproche. Le même Leblond reproche à Branchoux, responsable de l'*Armée secrète* (AS) des environs de Guingamp, d'ailleurs qualifié d'«honnête mais bavard et imprudent» par ses homologues des FTPF, d'avoir fait entrer dans la base de Duault un ancien milicien et une ancienne employée du *Soldatenheim* de Rennes, finalement exécutés le 11 juin au soir. Après avoir dû faire subir le même sort à «un agent bien connu de la Gestapo» introduit auprès d'eux par le colonel Berthaud, chef des FFI du Finistère, les *Jedburgh* de l'équipe GILES notent, eux aussi, le manque de discrétion, à tous les niveaux, de certains résistants<sup>32</sup>.

### *Les travers de soldats de circonstance*

À cette indiscipline d'hommes «ignorants en matière militaire» selon le *major SAS Cary-Elwes*, s'en ajoutent d'autres, dont les causes sont de nature identique. Après avoir décrit des résistants «trop apeurés» et «trop effrayés» dès le premier accrochage avec les Allemands pour avoir la moindre efficacité militaire, le rapport de GILES regrette, quelques lignes

<sup>30</sup> Sur ce point, LAGADEC, Yann, *Un canton dans la tourmente. Loudéac et les communes des environs pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)*, Loudéac, Mémoire du pays de Loudéac, 1994, p. 84-93.

<sup>31</sup> SHAT, 12 P 89-2, Rapport du capitaine Leblond, mi-juillet 1944. Les membres de ces maquis attirent d'autant plus souvent la méfiance des populations des environs que leur altérité est souvent triple : communistes ou sympathisants, ils sont aussi jeunes et «étrangers», car urbains et de ce fait largement extérieurs aux communautés villageoises qui, bon gré mal gré, les accueillent. Ce phénomène de rejet a été finement analysé par GUILLON, Jean-Marie, «La Résistance au village», in SAINCLIVIER, Jacqueline et BOUGEARD, Christian, dir., *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Rennes, PUR, 1995, p. 233-243 et GUILLON, Jean-Marie, «La Libération du Var. Résistance et nouveaux pouvoirs», *Cahiers de l'IHTP*, n° 15, 1990, p. 35-36.

<sup>32</sup> Arch. nat., 72 AJ 83, Rapport de l'équipe *Jedburgh* GILES, août 1944. Dans certains cas, cela contribue à sérieusement amoindrir la confiance des hommes des forces spéciales dans la Résistance. Cette confiance n'est d'ailleurs que très limitée originellement, notamment de la part des *Jedburgh* d'origine anglo-saxonne ou des responsables britanniques de la *SAS Brigade*. Ainsi, l'ordre d'opération n° 24 de cette unité insiste sur le fait que les membres de la mission *LOST* ne devront «informer[r] aucun des officiers français de la zone [c'est-à-dire SAS] ou des maquis que l'opération», un second débarquement à proximité des ports de Vannes, Saint-Malo ou Morlaix, «est prévue pour la prochaine lune».

plus loin, qu'ils «n'aient aucune endurance physique et se désagrègent une fois séparés de leurs chefs»<sup>33</sup>.

Leur cruauté est aussi mise en avant. Les mêmes *Jedburgh* racontent comment «un nombre considérable» de prisonniers appartenant à la 2. *Fallschirmjägers Division* allemande, «tous très jeunes» mais aussi très attachés au régime hitlérien, furent «exécutés par les FFI» du fait, il est vrai, de leur impossibilité de justifier la détention de papiers d'identité et de bijoux français. Cette brutalisation des comportements de certains membres de la Résistance est aussi mise en avant par le *major* Wise, membre de l'équipe *FREDERICK*, qui œuvre dans les Côtes-du-Nord. Selon lui, les résistants ne montrent que «peu de pitié pour les Boches, non sans raison» précise-t-il cependant<sup>34</sup>. Le témoignage de Wise est particulièrement intéressant en ce qu'il tend à montrer que la chose n'est en rien spécifique aux résistants : il décrit ainsi la manière dont des espions supposés introduits dans la base de Duault furent exécutés d'un coup de couteau – «*daggered*» – par des SAS après avoir été longuement interrogés et frappés dans les heures précédant l'attaque allemande, moins d'ailleurs pour s'offusquer de la méthode proprement dite que du fait que cela se fit à la vue de tous<sup>35</sup>. Dans son rapport, le *captain* américain Knox, de l'équipe *GILES*, tout en relevant l'exécution de prisonniers allemands, ne s'en émeut guère lui non plus, notant que «même si nous avions voulu nous y opposer» – ce qui ne fut donc pas le cas –, «nous aurions été impuissants»<sup>36</sup>.

Les semaines de combats en commun, les risques identiques courus par tous, résistants et forces spéciales, c'est-à-dire l'exécution sommaire en cas de capture par les soldats allemands, contribuent donc finalement, très largement, à rapprocher les uns et les autres, malgré les critiques. La chose est particulièrement vraie pour ceux qui œuvrent et combattent directement aux côtés des parachutistes : agents de liaison, maquis les accueillant, en général décrits comme «plutôt bien organisés» tel celui qui héberge *GILES* dans le Finistère ou celui de Coat-Mallouen dans les Côtes-du-Nord. Il est vrai que, réunissant des résistants «tous armés, vêtus d'uni-

<sup>33</sup> Arch. nat., 72 AJ 83, Rapport de l'équipe *Jedburgh GILES*, août 1944.

<sup>34</sup> Arch. dép. Côtes-d'Armor, 68 J 8, Rapport de l'équipe *Jedburgh FREDERIK*, août 1944. Plus loin, il ajoute : «leur seule idée est de tuer du Boche».

<sup>35</sup> En rien spécifique aux résistants, cette brutalisation n'est pas non plus uniquement française. Il convient ainsi de noter que le *major* SAS britannique Smith signale dans son rapport qu'il a très lourdement insisté – «avec fermeté» écrit-il – auprès de Marceau, chef départemental des FFI des Côtes-du-Nord, pour obtenir de lui l'exécution de trois «espions», un homme et deux femmes, capturés à proximité du maquis de Coat-Mallouen en Plésidy le 19 juillet. Marceau aurait, pour sa part, préféré les libérer... Rapport du *major* SAS Smith, fin juillet 1944, cité par CORTA, Henri et alii, *Qui ose gagne...*, op. cit., p. 177.

<sup>36</sup> Arch. nat., 72 AJ 83, Rapport de l'équipe *Jedburgh GILES*, août 1944.

formes et suivant une stricte discipline» toute militaire avec lever des couleurs chaque matin, ce dernier, commandé par un officier SAS, a tout pour séduire les parachutistes qui y passent...

La capacité à se militariser n'est cependant pas la seule qualité reconnue aux résistants bretons par les forces spéciales.

### *Les paysans, les femmes, les instituteurs et les autres*

Il n'y a pas vraiment de jugements sur la population bretonne dans son ensemble dans les rapports ou les messages des forces spéciales alliées. En revanche, quelques catégories ou groupes sociaux sont particulièrement présents dans ces sources, du fait principalement de leur surreprésentation dans la Résistance ou, plus simplement, du fait de leur proximité objective avec les parachutistes, subie plus que souhaitée parfois.

Les paysans sont ainsi régulièrement mentionnés, incontournables dans des campagnes que SAS et *Jedburgh* ne quittent qu'exceptionnellement. On note ainsi à la fois les réticences ou les craintes d'un certain nombre d'entre eux, notamment à partir de la fin du mois de juin lorsque la répression allemande se fait impitoyable, et le dévouement des autres, principalement en ce qui concerne l'indispensable soutien logistique à l'action des forces spéciales. «La population civile paysanne nous aida beaucoup pour le transport des containers et du ravitaillement» signale ainsi le capitaine SAS Leblond<sup>37</sup>. Il ne semble pas en effet que les parachutistes aient eu à souffrir de la faim au cours de leur séjour dans la région, ce qui amène certains à exagérer sans doute la situation agricole globale. Ainsi, selon le major Cary-Elwes, «il y a à l'heure actuelle abondance de nourriture en Bretagne» : en prétendant que «les paysans ont tant de beurre, d'œufs et de viande qu'ils ne savent qu'en faire», l'officier britannique est pourtant sans doute aveuglé par les années de restrictions en produits frais connues Outre-manche<sup>38</sup>. Parfois, l'hospitalité des agriculteurs n'est pas sans inconvénients cependant. Le capitaine Leblond recommande ainsi de «se méfier du cidre qui est plus fort que l'on ne croit et surtout du calvados que l'on appelle aussi la goutte ou le fort»<sup>39</sup>. «On en offre

<sup>37</sup> SHAT, 12 P 89-2, Rapport du capitaine Leblond, mi-juillet 1944.

<sup>38</sup> Rapport du major SAS Cary-Elwes, mi-juillet 1944, cité par CORTA, Henri et alii, *Qui ose gagne...*, op. cit., p. 132. Le capitaine SAS Leblond confirme en partie ces propos en précisant qu'il est inutile d'«emporter trop de vivres, on en trouve sur place» (SHAT, 12 P 89-2, Rapport du capitaine Leblond, mi-juillet 1944). Il est aussi possible que la situation idyllique décrite ici trouve, pour une part, son origine dans la désorganisation des transports consécutive au débarquement allié et aux actions menées contre les voies de communications, la production agricole bretonne se trouvant alors coupée de son marché urbain et notamment parisien.

<sup>39</sup> SHAT, 12 P 89-2, Rapport du capitaine Leblond, mi-juillet 1944.

très souvent» précise-t-il, ce qui n'est guère compatible avec la mission du parachutiste qui doit «toujours avoir toute sa tête». Malgré cela, il convient, selon le même officier, de «ne faire appel qu'aux paysans»<sup>40</sup>.

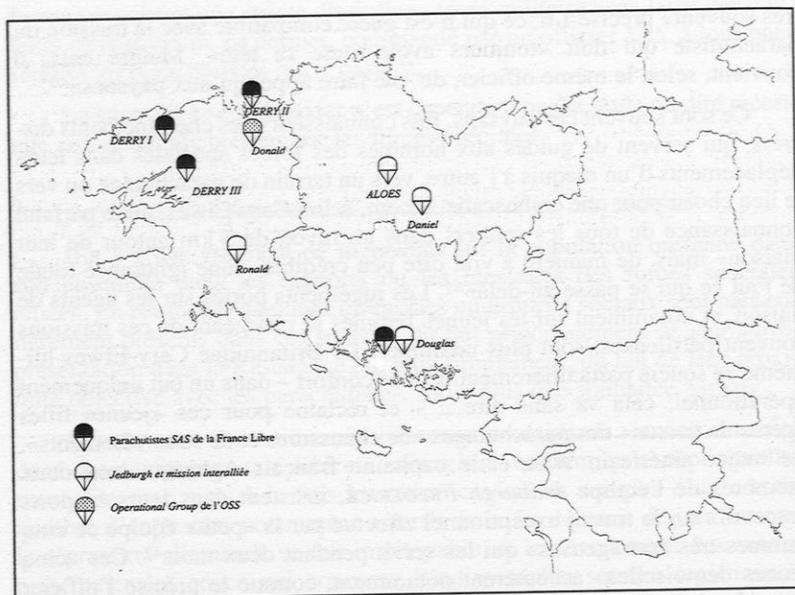
Ce sont souvent ces paysans, fins connaisseurs des cheminements discrets, qui servent de guides aux hommes des forces spéciales dans leurs déplacements d'un maquis à l'autre, vers un terrain de parachutage ou vers le lieu choisi pour une embuscade. Ils ont, selon Cary-Elwes, «une parfaite connaissance de tous les sentiers dans un rayon de 5 km autour de leur maison» mais, de manière à vrai dire peu crédible, «une ignorance totale de tout ce qui se passe au-delà»<sup>41</sup>. Les jugements portés sur les agents de liaison, et notamment sur les jeunes femmes se chargeant de ces missions souvent périlleuses, sont plus unanimes. Le Britannique Cary-Elwes lui-même se soucie particulièrement de leur confort – dans un but uniquement opérationnel, cela va sans dire... – et réclame pour ces «jeunes filles agents de liaison» des parachutages «de chaussures et de sous-vêtements». Le major américain Wise et le capitaine français Aguirrec, tous deux membres de l'équipe *Jedburgh* *FREDERICK*, insistent dans leurs rapports respectifs sur le travail exceptionnel effectué par la «petite équipe de cinq femmes très courageuses» qui les servit pendant deux mois<sup>42</sup>. Ces «cinq jeunes demoiselles» acceptèrent notamment, comme le précise l'officier français, de «vivre à notre PC, ce qui revenait à partager tous nos risques et nos vies difficiles avec un courage au-dessus de tout soupçon»<sup>43</sup>. Surtout, en transmettant «ordres et documents volés aux Allemands, en prenant sur leur vélo les postes radio parachutés» aux *Jedburgh*, elles établirent, selon Aguirrec, «les bases de notre succès», méritant ainsi, à ses yeux, le titre de «véritables soldats de la Résistance française». Cette confiance, cette admiration pour les agents de liaison féminins rejaillissent d'ailleurs très largement sur les femmes dans leur ensemble. Ainsi, début août, ce sont des femmes que les *Jedburgh* de *FRANCIS* envoient en reconnaissance autour de Lorient afin de renseigner les Alliés sur le dispositif

<sup>40</sup> L'opinion du major Cary-Elwes est assez proche de la sienne. Selon lui, «les paysans sont presque universellement favorables aux Alliés et à la Résistance. Ils haïssent les Allemands mais en ont une peur mortelle» précise-t-il cependant, nuançant ainsi ses propos. Rapport du major SAS Cary-Elwes, mi-juillet 1944, cité par CORTA, Henri et alii, *Qui ose gagne...*, op. cit., p. 131.

<sup>41</sup> Rapport du major SAS Cary-Elwes, mi-juillet 1944, cité par CORTA, Henri et alii, *Qui ose gagne...*, op. cit., p. 132. Comme on peut le voir, l'officier britannique est habitué à ces jugements à l'emporte-pièce. Plus loin dans son rapport, il suggère l'adjonction, à chaque parachutage, «d'un lot généreux de cigarettes gratuites». Il justifie sa demande en précisant que «les Français sont gens nerveux et probablement ont encore plus besoin de cigarettes que les Britanniques».

<sup>42</sup> Arch. dép. Côtes-d'Armor, 68 J 8, Rapport du major Wise.

<sup>43</sup> *Ibidem*, Rapport du capitaine Aguirrec.



Parachutages de forces spéciales alliées en Bretagne.  
Période du 1<sup>er</sup> au 6 août 1944

allemand dans la poche en cours de constitution<sup>44</sup>. Ils confirment en cela, avec quelques semaines de décalage, les propos du major SAS Cary-Elwes, pour qui «les femmes sont particulièrement utiles – plus que les hommes – et aideront toujours les parachutistes dans les limites de leur force»<sup>45</sup>.

Instituteurs – et institutrices<sup>46</sup> –, tels ceux de Peumerit-Quintin ou de Saint-Fiacre qui accueillirent et guidèrent le capitaine Leblond en route vers la plage Bonaparte à Plouha, gendarmes renseignant les *Jedburgh* de *FREDERICK* ou d'autres, font aussi partie de ces Bretons loués pour leur action auprès des parachutistes et dont on prend soin de noter la profession. Rares sont, finalement, ceux dont on se méfie ou dont on regrette l'inaction.

<sup>44</sup> Arch. nat, 72 AJ 83, Rapport de *FRANCIS*.

<sup>45</sup> Rapport du major SAS Cary-Elwes, mi-juillet 1944, cité par CORTA, Henri et alii, *Qui ose gagne...*, op. cit., p. 132.

<sup>46</sup> Les cinq agents de liaison de l'équipe *Jedburgh FREDERICK* sont de jeunes institutrices. Elles font partie des rares personnes dont les noms sont explicitement donnés par les parachutistes dans leur rapport, outre ceux des principaux responsables départementaux de la Résistance.

Les réfugiés et les enfants appartiennent à la première catégorie : les «éviter surtout» conseille notamment le SAS Leblond, arguant implicitement de leur non-appartenance à la communauté rurale pour les premiers, de leur trop grande propension à parler pour les seconds<sup>47</sup>. Les anciens officiers de l'Armée française se voient quant à eux reprocher leur absence dans les rangs de la Résistance. «Il y a extrêmement peu d'officiers d'active, pour ainsi dire aucun» regrette le même Leblond, qui note en revanche le «grand nombre de sous-officiers d'active ou de réserve qui remplissent les fonctions de chef de section et même souvent de chef de compagnie», hommes de valeur de qui l'on ne peut cependant pas exiger d'actions militaires d'ensemble pour lesquelles ils n'ont reçu la moindre formation.

Au total, en concluant sur «le véritable plaisir» qu'ils eurent à «aider les patriotes français dans la Libération de leur pays», en notant combien leurs propres efforts furent «payés au centuple par le splendide esprit de défi à l'égard des Boches» des résistants bretons, les *Jedburgh* de *FREDERICK* disent finalement la qualité d'ensemble de la Résistance bretonne en un jugement assez largement partagé<sup>48</sup>.

\*

\* \*

Que retenir de cette vision partielle et – en partie – partielle de la Résistance bretonne ? Le portrait, dont les traits sont en partie noircis et forcés, n'est pas totalement sans rapport avec la réalité telle que la donnent à voir les études les plus récentes<sup>49</sup>. Il offre une vision plus nuancée de la réalité que celle livrée par nombre d'ouvrages basés sur les seuls témoignages des anciens acteurs de cette page d'histoire bretonne, acteurs souvent marqués, à leur corps défendant, par toute une série d'événements politiques postérieurs à la guerre mais influant directement sur leur manière de percevoir cette période. En donnant à l'historien des sources écrites contemporaines des faits, au contraire de la Résistance qui – fort logiquement pour une organisation clandestine – n'a laissé que peu de traces de ce genre, les forces spéciales alliées permettent de doubler l'histoire de la Résistance bretonne de celle des représentations de cette même Résistance par les Alliés. En cela, elle est, dans une large mesure, celle de

<sup>47</sup> SHAT, 12 P 89-2, Rapport du capitaine Leblond, mi-juillet 1944.

<sup>48</sup> Arch. dép. Côtes-d'Armor, 68 J 8, Rapport du major Wise, membre de *FREDERICK*.

<sup>49</sup> BOUGEARD, Christian, *Le choc de la guerre dans un département breton : les Côtes-du-Nord des années 1920 aux années 1950*, Thèse de doctorat d'Etat, dact., Université de Rennes 2, 1986, 2 077 p., SAINCLIVIER, Jacqueline, *La Résistance en Ille-et-Vilaine (1940-1944)*, Rennes, PUR, 1993, 322 p., LEROUX, Roger, *Le Morbihan en guerre (1939-1945)*, Mayenne, Imprimerie de la Manutention, 1986, 672 p., CAPDEVILA, Luc, *Les Bretons au lendemain de l'Occupation. Imaginaire et comportement d'une sortie de guerre (1944-1945)*, Rennes, PUR, 1999, 449 p.

l'apprentissage des réalités de cette Résistance par des hommes – des militaires – qui en ignoraient tout avant leur arrivée en Bretagne<sup>50</sup>.

Ces représentations ne sont pas, loin s'en faut, exemptes d'*a priori* et de stéréotypes. À lire les rapports et messages des SAS et des *Jedburgh*, on en apprend finalement – et très logiquement – tout autant sur les forces spéciales, leurs très militaires cadres interprétatifs et leur difficulté parfois à saisir une forme de guerre qu'ils n'avaient pas envisagée que sur la Résistance elle-même. Ce regard porté sur l'Autre résistant est aussi, pour une part, un regard porté sur Soi. Ainsi, dénier la moindre efficacité militaire à la Résistance serait aussi, pour les forces spéciales, avouer l'échec de leur propre mission. La chose doit être prise en compte dans l'analyse de ces sources, quand bien même elle ne saurait en aucun cas expliquer, à elle seule, la vision finalement plutôt positive de la Résistance bretonne, de son rôle dans les opérations militaires, qui est celle, à la fin de l'été 1944, des forces spéciales alliées<sup>51</sup>.

Surtout, ce regard semble assez largement différent de celui transparaissant des rapports émanant des forces américaines du *VIII<sup>th</sup> US Army Corps* dont les blindés libérèrent la Bretagne au cours du mois d'août 1944. La Résistance bretonne en est largement absente, lorsqu'elle n'est pas dénigrée du fait de son indiscipline supposée, de son manque d'expérience et de sa valeur militaire limitée. Si «les Américains appréciaient beaucoup le travail accompli par la Résistance et les SAS» selon le général MacLeod, commandant de la *SAS Brigade*, qui put le constater sur le terrain lors d'une visite en Bretagne mi-août 1944<sup>52</sup>, si Eisenhower, après-guerre, reconnut l'importance stratégique de la Résistance intérieure,

<sup>50</sup> La réciproque est d'ailleurs vraie. L'histoire des représentations des «parachutistes» – SAS et *Jedburgh* étant le plus souvent confondus sous ce terme générique par les témoins – par les résistants et la population bretonne reste à écrire. Si leur regard porté sur eux est plutôt positif, si leur place dans la mémoire collective l'est tout autant, il est plus que probable que cette mémoire soit parfois aussi contrastée que celle révélée par les enquêtes les plus récentes sur les libérateurs américains. Sur les forces spéciales, se reporter aux quelques indices proposés par CAPDEVILA, Luc, *Les Bretons au lendemain de l'Occupation...*, op. cit. p. 128-132 et 193 ; sur les Américains, peu ou pas étudiés en ce qui concerne la Bretagne, BERGÈRE, Marc, «Français et Américains en Basse-Seine à la Libération (1944-1946) : des relations ambivalentes», *ABPO*, 2002-4, p. 202-215 et, de manière plus générale, TORRENT, Régine, «L'image du soldat américain en France de 1943 à 1945», in COCHET, François, GENET-DELACROIX, Marie-Claude et TROCME, Hélène, *Les Américains et la France (1917-1947). Engagements et représentations*, Paris, Maisonneuve-Larose, 1999, p. 230-243.

<sup>51</sup> Les critiques sont en effet beaucoup plus acerbes à l'encontre des autres unités des forces spéciales – les relations entre SAS et *Jedburgh* ne furent pas toujours aussi bonnes que souhaitables – ou d'un commandement dont les lacunes furent nombreuses – la faiblesse des renseignements sur la Résistance fin mai 1944 l'illustre largement. Sur ce point, GOURRIER, François et LAGADEC, Yann, «Le rôle des transmissions...», art. cit.

<sup>52</sup> Rapport du général MacLeod, 19 août 1944, cité par CORTA, Henri et alii, *Qui ose gagne...*, op. cit., p. 204.

celle-ci ne put que difficilement trouver sa place dans la lourde machine de guerre américaine et dans les nouvelles formes de combat qu'elle induisait à partir du mois d'août 1944<sup>53</sup>.

Yann LAGADEC

Université de Rennes 2/Haute-Bretagne  
Crhisco - FRE CNRS 2746

### RÉSUMÉ

Entre le 6 juin et les premiers jours d'août 1944, plus de 600 officiers et soldats des forces spéciales alliées furent largués au-dessus de la Bretagne, région éminemment stratégique. Par l'intermédiaire des ordres de mission qu'ils reçurent ou des rapports et messages qu'ils rédigèrent avant, pendant et après les opérations de la Libération, ces parachutistes dressent un portrait contrasté d'une Résistance bretonne qu'ils ne découvrent réellement qu'une fois sur le terrain. Malgré les divisions politiques des résistants et les conséquences opérationnelles des tensions entre FFI et FTP, les officiers alliés, tout en critiquant l'indiscipline de certains, louent l'engagement de soldats de circonstances sans qui la Libération de la Bretagne n'aurait pu se faire aussi rapidement.

---

<sup>53</sup> Dans son rapport, le capitaine Blathwayt, de l'équipe *Jedburgh* GILBERT, note au sujet du siège de Brest qu'un «officier de liaison américain bien disposé à l'égard des Français fut nommé, mais il ne put plaider leur cause auprès de l'état-major de [la 8<sup>th</sup> US Infantry Division] qui ne sut pas apprécier leurs qualités de combattant et le travail qu'ils avaient réalisé» (Arch. nat., 72 AJ 83). Une partie de l'historiographie américaine, basée sur les seules archives militaires de l'*US Army*, s'est largement fait l'écho de cette vision de la Résistance et de sa place dans les combats de la Libération, de BLUMENSON, Martin, *Duel pour la France. 1944. Les hommes et les batailles qui changèrent le destin de l'Europe*, Paris, Denoël, 1963, 417 p. à GAWNE, Jonathan, *1944, les Américains en Bretagne : la bataille de Brest*, Paris, Histoire & collections, 2002, 160 p. Dans le cas des combats autour de Brest, la comparaison de ce dernier ouvrage et de celui de LE BERRE, Alain et FLOCH, Henri, *L'enfer de Brest. Brest-Presqu'île de Crozon (25 août-19 septembre 1944)*, Bayeux, Heimdal, 2001, 304 p., est des plus révélatrices.